

aux Etats-Unis. Certes, si nous pouvons nous dispenser d'un luxe inutile, que ces articles viennent des Etats-Unis ou d'ailleurs, nous devrions nous en dispenser comme de bons patriotes, mais croit-il que nous ferions bien de renoncer au fer et à l'acier que nous avons achetés l'an dernier, pour une valeur de 192 millions, au coton, lequel a été importé dans le pays à l'état brut pour notre industrie, pour une valeur de 127 millions? Je n'ai pas l'intention de citer de nombreux chiffres, car c'est fatigant, mais je veux attirer l'attention de la Chambre et du public sur ce fait: nous avons besoin des produits naturels des Etats-Unis tout autant que les Etats-Unis ont besoin des nôtres, et c'est dans le libre-échange de ces produits naturels que se trouvera l'avantage des deux pays. Je crois que cette politique sera non seulement d'un grand avantage économique, mais aussi qu'elle contribuera à la paix, à l'harmonie et à la fraternité qui devraient être maintenus entre les nations mondiales.

M. COCKSHUTT: Monsieur l'Orateur, je suis heureux, en quelque sorte, que cette résolution nous ait été soumise en ce moment. Je traiterai tout d'abord le point soulevé par mon ami de Queen-et-Shelburne (M. Fielding), c'est-à-dire que ce n'est pas une motion de non confiance. J'ai eu le privilège de siéger en Chambre sous trois gouvernements, durant quinze ans, et je ne me souviens pas que durant cet intervalle, il se soit présenté une motion dans des circonstances semblables qui n'ait pas été considérée comme une motion de non confiance, par le gouvernement au pouvoir. Ce laps de temps comprend un long terme alors que mon honorable ami de Queen-et-Shelburne faisait partie du gouvernement Laurier. Je le répète, je ne puis me rappeler une motion semblable, proposée comme amendement à une motion pour subsides, que le gouvernement du jour n'ait pas considérée comme motion de non confiance, et si l'honorable député connaît un cas semblable, il a oublié de le mentionner aujourd'hui.

L'hon. M. FIELDING: Mon honorable ami fait erreur. J'ai dit qu'il y avait deux cas, à ma connaissance. J'ai cité l'amendement proposé par M. Blake lequel sir John Macdonald a accepté. Je ne m'attendais pas à ce que l'expérience de mon propre ministère satisfasse mon honorable ami, mais je croyais qu'il serait satisfait du précédent que j'ai mentionné, alors que sir John Macdonald a accepté l'amendement proposé par M. Blake.

[M. McMaster.]

M. COCKSHUTT: L'honorable député a fait une assertion, mais il n'a fait aucune mention de la date ou de la nature de la résolution. Je doute beaucoup que semblable résolution ait été proposée depuis que je siége en Chambre. Je n'étais pas ici lorsque sir John Macdonald était premier ministre, et j'ai dit que je ne connaissais aucune résolution de cette nature depuis que je suis en Chambre, — ce qui était en 1904, — laquelle avait été traitée autrement que comme vote de non confiance. Toutefois, je ne cherche pas une excuse. Ma raison principale pour voter contre la résolution n'est pas qu'elle soit une motion de non confiance. Je voterai contre cette résolution parce que je n'ai pas confiance dans ce projet, non plus que dans le jugement de l'honorable député de Queen-et-Shelburne) à ce sujet.

L'hon. M. FIELDING: C'est plus logique.

M. COCKSHUTT: Je manque grandement de confiance en la résolution de mon honorable ami et ne crois pas que ce soit un bon principe à adopter, et j'espère en donner une couple de raisons avant de reprendre mon siège. De tous les moments inopportuns que l'on puisse s'imaginer, aucun ne pourrait l'être davantage que le moment actuel pour proposer une résolution de cette nature. Quelle est la situation? Il vient d'arriver au pouvoir aux Etats-Unis un gouvernement absolument protectionniste, qui a été pressé de protéger la classe agricole des Etats-Unis contre l'importation de produits non seulement du Canada, mais aussi des pays du Sud-Américain.

Le Gouvernement, fidèle à la confiance qu'on a placée en lui comme gouvernement protectionniste a annoncé qu'il s'occuperait immédiatement du bill Fordney, et qu'il le ferait adopter aussi tôt que possible. L'honorable député de Queen-et-Shelburne (M. Fielding) dit: "Voici une occasion. Télégraphions à Washington que la Chambre des communes d'Ottawa a adopté, ce soir, une résolution en faveur de la réciprocité, et alors disparaîtra l'épée de Damoclès suspendue au-dessus des exportations du Canada". L'honorable député de Queen-et-Shelburne (M. Fielding), l'honorable député de Red-Deer (M. Clark), en même temps que mon honorable ami de Brome (M. McMaster), leur premier expert, enverront une dépêche disant que cette résolution a été adoptée et qu'ils seront à Washington dans une couple de jours pour soumettre notre proposition au gouvernement américain. Quelle position humiliante